

ROYAUME DE BELGIQUE

AVIS 38.116/4

DE LA SECTION DE LÉGISLATION DU CONSEIL D'ÉTAT

Le CONSEIL D'ÉTAT, section de législation, quatrième chambre, saisi par le Ministre de la Défense, le 4 février 2005, d'une demande d'avis, dans un délai de trente jours, sur un avant-projet de loi "modifiant diverses lois relatives au statut des militaires", a donné le 2 mars 2005 l'avis suivant :

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1°, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, tel qu'il est remplacé par la loi du 2 avril 2003, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Par ailleurs le présent avis comporte également un certain nombre d'observations sur d'autres points. Il ne peut toutefois s'en déduire que, dans le délai qui lui est imparti, la section de législation a procédé à un examen exhaustif du projet.

Observations particulières

Article 6

L'article 3 de la loi du 30 juillet 1938 concernant l'usage des langues à l'armée a été remplacé par la loi du 28 décembre 1990 modifiant certaines dispositions relatives aux statuts du personnel des Forces armées et du service médical et modifié par la loi du 26 mars 1999 modifiant la loi du 30 juillet 1938 concernant l'usage des langues à l'armée, et non modifié par ces deux lois.

La phrase liminaire de l'article 6 de l'avant-projet sera modifiée en ce sens.

Articles 7 et 8

1. L'article 5, § 1^{er}, de la loi du 30 juillet 1938 précitée a été remplacé, et non modifié, par la loi du 30 juillet 1955 modifiant la loi du 30 juillet 1938, concernant l'usage des langues à l'armée.

La phrase liminaire de l'article 7 de l'avant-projet sera modifiée en ce sens.

2. La même observation vaut pour l'article 8 de l'avant-projet (article 7, en projet, de la loi du 30 juillet 1938 précitée).

.../...

Article 10

L'article 11 de la loi du 30 juillet 1938 précitée a été remplacé par la loi du 28 décembre 1990 précitée avant d'être ensuite modifié par la loi du 27 mars 2003 relative au recrutement des militaires et au statut des musiciens militaires et modifiant diverses lois applicables au personnel de la défense.

L'article 10 de l'avant-projet sera complété en ce sens.

Article 13

L'article 8, § 2, alinéa 2, de la loi du 30 juillet 1938 précitée a été inséré, et non remplacé, par la loi du 28 décembre 1990 précitée.

L'article 13, 1°, de l'avant-projet sera modifié en ce sens.

Article 18

L'article 18, alinéa 2, de l'avant-projet, vise à remplacer, dans l'ensemble du texte de la loi du 1^{er} mars 1958 relative aux statuts des officiers de carrière des forces armées, les termes "force navale" par "marine".

Il convient à cet égard de rappeler que l'article 164 de la loi du 22 mars 2001 modifiant certaines dispositions relatives aux statuts du personnel militaire dispose déjà :

"Art. 164. Dans toutes les lois et arrêtés relatifs aux forces armées et à leur personnel, il y a lieu de remplacer les mots «force navale» par le mot «marine». Le Roi peut mettre les lois relatives aux forces armées et son personnel en concordance avec cette terminologie.

Pour l'application des dispositions des lois et arrêtés relatifs aux forces armées, la marine est considérée comme une force."

L'article 18, alinéa 2, de l'avant-projet, fait double emploi avec cette disposition et doit par conséquent être omis.

.../...

Article 19

Dans la phrase liminaire de l'article 19 de l'avant-projet, il convient d'ajouter que l'article 16, de la loi du 1^{er} mars 1958 précitée, a déjà été remplacé par la loi du 28 décembre 1990 précitée.

Article 25

Il est renvoyé, à propos de l'article 25, alinéa 2, de l'avant-projet, à l'observation formulée à propos de son article 18.

Article 26

Dans la phrase liminaire de l'article 26 de l'avant-projet, il convient d'ajouter que l'article 18, de la loi du 27 décembre 1961 relative au statut des sous-officiers du cadre actif des forces armées, a déjà été remplacé par la loi du 28 décembre 1990 précitée.

Article 29

L'article 40, § 2, alinéa 4, de la loi du 27 décembre 1961 précitée, n'a pas été modifié par la loi du 22 mars 2001 précitée.

L'article 29 de l'avant-projet sera modifié en ce sens.

Article 32

Il est renvoyé, à propos de l'article 32, alinéa 2, de l'avant-projet, à l'observation relative à son article 18.

Article 33

L'attention de l'auteur de l'avant-projet doit être attirée sur le fait qu'un article 7^{ter} a déjà été inséré dans la loi du 12 juillet 1973 relative au statut des volontaires du cadre actif des forces armées par l'article 102 de la loi du 22 mars 2001 précitée. Il semble toutefois que la date d'entrée en vigueur de cette disposition modificative n'ait pas encore été fixée (voir l'article 168 de la même loi).

Article 35

Dans la phrase liminaire de l'article 35 de l'avant-projet, il convient d'ajouter que l'article 12, de la loi du 12 juillet 1973 précitée, a déjà été remplacé par la loi du 28 décembre 1990 précitée.

Article 37

L'article 20^{octies} de la loi du 12 juillet 1973 précitée n'a pas été inséré, mais remplacé par l'article 53 de la loi du 20 mai 1994 relative aux statuts du personnel militaire.

L'article 37 de l'avant-projet sera modifié en ce sens.

Articles 40 et 41

Les articles 40 et 41 de l'avant-projet, qui en forment le chapitre VII, visent à apporter diverses modifications à la loi du 14 janvier 1975 portant le règlement de discipline des forces armées.

La section de législation du Conseil d'État n'aperçoit pas pour quelle raison le remplacement des termes "Défense nationale" par le mot "Défense" n'y est cependant pas prévu, comme c'est le cas pour les autres législations modifiées par l'avant-projet.

Il est, de même, permis de se demander pour quelle raison l'article 15, § 1^{er}, alinéa 5, de la loi du 15 janvier 1975 précitée, relatif à l'exercice d'activités ou de mandats

.../...

politiques par les miliciens, ainsi que l'article 18, § 2, de la même loi, relatif aux activités rémunérées exercées par les miliciens, ne sont pas abrogés par l'avant-projet comme l'est l'article 2 de cette loi.

Article 43

L'article 44, 1°, de la loi du 13 juillet 1976 relative aux effectifs en officiers et aux statuts du personnel des forces armées n'a pas été modifié par la loi du 16 mars 2000 relative à la démission de certains militaires et à la résiliation de l'engagement ou du rengagement de certains candidats militaires, à la fixation de la période de rendement et à la récupération par l'État d'une partie des frais consentis par l'État pour la formation et d'une partie des traitements perçus pendant la formation ⁽¹⁾.

La phrase liminaire de l'article 43 de l'avant-projet sera modifiée en conséquence.

Articles 47 à 52

1. Les articles 47 à 52 de l'avant-projet visent à apporter diverses modifications à la loi du 21 décembre 1990 portant statut des candidats militaires du cadre actif.

La section de législation du Conseil d'État se demande pour quelle raison l'article 7bis de cette loi ne fait pas l'objet d'une abrogation, à l'instar de dispositions similaires figurant dans d'autres législations modifiées par l'avant-projet ⁽²⁾.

2. L'article 52, 2°, de l'avant-projet vise à supprimer à l'article 26, § 3, de la loi du 21 décembre 1990 précitée, les mots ", 26, § 4, 26bis". Interrogé sur la raison de

⁽¹⁾ L'article 14 de la loi du 16 mars 2000 a abrogé le deuxième alinéa de l'article 44 de la loi du 13 juillet 1976.

⁽²⁾ Voir les abrogations prévues par les articles 24, 2°, 31, 39 et 56 de l'avant-projet.

la suppression de cette référence à l'article 26*bis*, l'officier délégué a répondu que ce renvoi ne devrait pas être supprimé et que le texte de l'avant-projet serait modifié en conséquence.

Article 60

L'article 24, alinéa 1^{er}, de la loi du 20 mai 1994 portant statut des militaires court terme a été modifié par la loi du 16 mars 2000 précitée.

L'article 60 de l'avant-projet sera complété en ce sens.

Article 64

Dans la phrase liminaire de l'article 64 de l'avant-projet, il convient d'ajouter que le tableau A de l'annexe de la loi du 16 mars 2000 précitée, a déjà été modifié par la loi du 27 mars 2003 précitée.

Article 66

Dans la phrase liminaire de l'article 66 de l'avant-projet, il convient d'ajouter que l'article 6, de la loi du 25 mai 2000 instaurant le régime volontaire de travail de la semaine de quatre jours et le régime du départ anticipé à mi-temps pour certains militaires et modifiant le statut des militaires en vue d'instaurer le retrait temporaire d'emploi pour interruption de carrière, a déjà été modifié par la loi du 6 février 2003 relative à la démission volontaire accompagnée d'un programme personnalisé de reconversion professionnelle au bénéfice de certains militaires et portant des dispositions sociales.

Article 67

Dans la phrase liminaire de l'article 67 de l'avant-projet, il convient d'ajouter que l'article 14 de la loi du 25 mai 2000 précitée, a déjà été modifié par la loi-programme du 2 août 2002.

Article 73

L'article 73 de l'avant-projet vise à remplacer l'article 38 de la loi du 16 mai 2001 portant statut des militaires du cadre de réserve des forces armées.

Outre une modification terminologique (remplacement des termes : "en instruction de base" par : "en formation de base"), l'article 38, en projet, ne se distingue de sa version actuelle que par le fait que les volontaires de réserve qui n'ont pas terminé leur formation professionnelle spécialisée n'y sont plus exclus de la possibilité d'effectuer des prestations complémentaires.

Dans son avis 28.757/4, donné le 15 mars 1999, sur un avant-projet devenu la loi du 16 mai 2001 précitée ⁽³⁾, la section de législation du Conseil d'État a formulé, à propos de cet article 38, l'observation suivante :

"Cet article habilite le ministre à fixer les conditions dans lesquelles des prestations complémentaires peuvent être effectuées par certaines catégories de militaires volontaires de réserve.

Conformément à l'article 108 de la Constitution, le pouvoir d'arrêter des mesures d'exécution d'une loi appartient, en principe, au Roi et non au ministre, le Roi pouvant à son tour déléguer au ministre des pouvoirs de détail. En toute hypothèse, les dispositions citées ci-dessus ne peuvent être considérées comme des mesures de détail."

⁽³⁾ Doc. parl., Chambre, 1998-1999, n° 2216/1., pp. 41 et sv.

Suite à cette observation, la dernière phrase de l'article 38, qui dans sa version soumise à l'avis du Conseil d'Etat énonçait : "le ministre de la Défense nationale fixe les conditions dans lesquelles ces prestations peuvent être effectuées", a été remplacée, dans la version définitive et actuelle de cet article, par : "le Roi ou l'autorité qu'il désigne fixe les conditions dans lesquelles ces prestations peuvent être effectuées".

La possibilité de subdéléguer des pouvoirs réglementaires ainsi laissée au Roi appelle les mêmes critiques que celles formulées par la section de législation à propos du texte initial de l'article 38.

Article 75

L'énumération opérée à l'article 75 de l'avant-projet comprend deux "1°". Il convient de remplacer le second par "2°".

Article 77

L'article 77 de l'avant-projet vise notamment à remplacer le terme "agréés" par "admis", à l'article 9 de la loi du 11 novembre 2002 relative aux officiers auxiliaires des forces armées.

Le terme "agréé" est cependant utilisé au singulier, tant au paragraphe 1^{er} qu'au paragraphe 2 de la disposition modifiée. L'article 77 de l'avant-projet sera corrigé en ce sens.

Article 84

À l'article 7, § 1^{er}, 5°, en projet il y a lieu, avec l'accord de l'officier délégué, de remplacer les mots "inaptitude physique" par les mots "inaptitude médicale" à l'instar de l'article 7, § 2, de la loi du 27 mars 2003 précitée.

La chambre était composée de

Madame	M.-L. WILLOT-THOMAS,	président de chambre,
Messieurs	P. LIÉNARDY, P. VANDERNOOT,	conseillers d'État,
Madame	C. GIGOT,	greffier.

Le rapport a été présenté par M. Y. CHAUFFOUREAUX, auditeur.

LE GREFFIER,

LE PRÉSIDENT,

C. GIGOT

M.-L. WILLOT-THOMAS

KONINKRIJK BELGIË

ADVIES 38.116/4

VAN DE AFDELING WETGEVING
VAN DE RAAD VAN STATE

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, vierde kamer, op 4 februari 2005 door de Minister van Landsverdediging verzocht hem, binnen een termijn van dertig dagen, van advies te dienen over een voorontwerp van wet "tot wijziging van diverse wetten betreffende het statuut van de militairen", heeft op 2 maart 2005 het volgende advies gegeven :

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, zoals het is vervangen bij de wet van 2 april 2003, beperkt de afdeling wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Dit advies bevat bovendien eveneens een aantal opmerkingen over andere punten. Hieruit mag evenwel niet worden afgeleid dat de afdeling wetgeving, binnen de termijn die haar is toegemeten, het ontwerp op een exhaustieve wijze heeft onderzocht.

Bijzondere opmerkingen

Artikel 6

Artikel 3 van de wet van 30 juli 1938 betreffende het gebruik der talen bij het leger is vervangen bij de wet van 28 december 1990 houdende wijziging van sommige bepalingen betreffende de rechtstoestanden van het personeel van de Krijgsmacht en van de Medische Dienst en gewijzigd bij de wet van 26 maart 1999 tot wijziging van de wet van 30 juli 1938 betreffende het gebruik der talen bij het leger, maar is niet gewijzigd bij deze twee wetten.

De inleidende zin van artikel 6 van het voorontwerp dient in die zin te worden gewijzigd.

Artikelen 7 en 8

1. Artikel 5, § 1, van de voormelde wet van 30 juli 1938 is vervangen, en niet gewijzigd, bij de wet van 30 juli 1955 tot wijziging van de wet van 30 juli 1938 betreffende het gebruik der talen bij het leger.

De inleidende zin van artikel 7 van het voorontwerp dient in die zin te worden gewijzigd.

.../...

2. Dezelfde opmerking geldt voor artikel 8 van het voorontwerp (ontworpen artikel 7 van de voormelde wet van 30 juli 1938).

Artikel 10

Artikel 11 van de voormelde wet van 30 juli 1938 is vervangen bij de voormelde wet van 28 december 1990, en is vervolgens gewijzigd bij de wet van 27 maart 2003 betreffende de werving van de militairen en het statuut van de militaire muzikanten en tot wijziging van verschillende wetten van toepassing op het personeel van Landsverdediging.

Artikel 10 van het voorontwerp dient in die zin te worden aangevuld.

Artikel 13

Artikel 8, § 2, tweede lid, van de voormelde wet van 30 juli 1978 is ingevoegd, en niet vervangen, bij de eerder genoemde wet van 28 december 1990.

Artikel 13, 1°, van het voorontwerp dient in die zin te worden gewijzigd.

Artikel 18

Artikel 18, tweede lid, van het voorontwerp strekt ertoe overal in de tekst van de wet van 1 maart 1958 betreffende het statuut van de beroepsofficieren van de krijgsmacht het woord "zeemacht" te vervangen door het woord "marine".

In dit verband dient er te worden aan herinnerd dat artikel 164 van de wet van 22 maart 2001 tot wijziging van sommige bepalingen betreffende de statuten van het militair personeel reeds het volgende bepaalt :

"Art. 164. In alle wetten en besluiten betreffende de krijgsmacht en zijn personeel, wordt het woord "zeemacht" vervangen door het woord "marine". De Koning kan de wetten betreffende de krijgsmacht en zijn personeel in overeenstemming brengen met deze terminologie.

Voor de toepassing van de bepalingen van de wetten en koninklijke besluiten betreffende de krijgsmacht, wordt de marine als een krijgsmachtdeel beschouwd."

Artikel 18, tweede lid, van het voorontwerp overlapt deze bepaling en dient bijgevolg te vervallen.

Artikel 19

In de inleidende zin van artikel 19 van het voorontwerp dient de vermelding te worden toegevoegd dat artikel 16 van de voormelde wet van 1 maart 1958 reeds is vervangen bij de voormelde wet van 28 december 1990.

Artikel 25

In verband met artikel 25, tweede lid, van het voorontwerp wordt verwezen naar de opmerking bij artikel 18 ervan.

Artikel 26

In de inleidende zin van artikel 26 van het voorontwerp dient de vermelding te worden toegevoegd dat artikel 18 van de wet van 27 december 1961 betreffende het statuut van de onderofficieren van het actief kader van de krijgsmacht reeds vervangen is bij de eerder genoemde wet van 28 december 1990.

Artikel 29

Artikel 40, § 2, vierde lid, van de voormelde wet van 27 december 1961 is niet gewijzigd bij de voormelde wet van 22 maart 2001.

.../...

Artikel 29 van het voorontwerp dient in die zin te worden gewijzigd.

Artikel 32

In verband met artikel 32, tweede lid, van het voorontwerp wordt verwezen naar de opmerking betreffende artikel 18 ervan.

Artikel 33

De aandacht van de steller van het voorontwerp dient te worden gevestigd op het feit dat reeds een artikel *7ter* is ingevoegd in de wet van 12 juli 1973 betreffende het statuut van de vrijwilligers van het actief kader van de krijgsmacht bij artikel 102 van de voormelde wet van 22 maart 2001. Het laat zich evenwel aanzien dat de datum van inwerkingtreding van die wijzigingsbepaling nog niet is vastgesteld (zie artikel 168 van dezelfde wet).

Artikel 35

In de inleidende zin van artikel 35 van het voorontwerp dient de vermelding te worden toegevoegd dat artikel 12 van de voormelde wet van 12 juli 1973 reeds vervangen is bij de voormelde wet van 28 december 1990.

Artikel 37

Artikel 20*octies* van de voormelde wet van 12 juli 1973 is niet ingevoegd, maar vervangen bij artikel 53 van de wet van 20 mei 1994 inzake de rechtstoestanden van het militair personeel.

Artikel 37 van het voorontwerp dient in die zin te worden gewijzigd.

Artikelen 40 en 41

De artikelen 40 en 41 van het voorontwerp, die hoofdstuk VII ervan vormen, strekken ertoe verschillende wijzigingen aan te brengen in de wet van 14 januari 1975 houdende het tuchtreglement van de krijgsmacht.

Het is de afdeling wetgeving van de Raad van State niet duidelijk om welke reden de vervanging, in de Franse tekst, van de woorden "Défense nationale" door het woord "Défense" daarin echter niet voorzien wordt, zoals het geval is met de andere bij het voorontwerp gewijzigde wetten.

Tevens rijst de vraag waarom artikel 15, § 1, vijfde lid, van de voormelde wet van 14 januari 1975, welke bepaling betrekking heeft op de uitoefening van politieke activiteiten en mandaten door dienstplichtigen, alsook artikel 18, § 2, van dezelfde wet, welke bepaling betrekking heeft op uitoefening van winstgevendende activiteiten door dienstplichtigen, niet worden opgeheven bij het voorontwerp, zoals wel het geval is met artikel 2 van die wet.

Artikel 43

Artikel 44, 1°, van de wet van 13 juli 1976 betreffende de getalsterkte aan officieren en de statuten van het personeel van de krijgsmacht is niet gewijzigd bij de wet van 16 maart 2000 betreffende het ontslag van bepaalde militairen en de verbreking van de dienstneming of wederdienstneming van bepaalde kandidaat-militairen, de vaststelling van de rendementsperiode en het terugvorderen door de Staat van een deel van de door de Staat gedragen kosten voor de vorming en van een gedeelte van de tijdens de vorming genoten wedden ⁽¹⁾.

De inleidende zin van artikel 43 van het voorontwerp dient dienovereenkomstig te worden gewijzigd.

⁽¹⁾ Artikel 14 van de wet van 16 maart 2000 heeft het tweede lid van artikel 44 van de wet van 13 juli 1976 opgeheven.

Artikelen 47 tot 52

1. De artikelen 47 tot 52 van het voorontwerp strekken ertoe verschillende wijzigingen aan te brengen in de wet van 21 december 1990 houdende statuut van de kandidaat-militairen van het actief kader.

De afdeling wetgeving van de Raad van State vraagt zich af waarom artikel 7bis van die wet niet wordt opgeheven, zoals wel geschiedt is met soortgelijke bepalingen uit andere wetteksten die bij het voorontwerp gewijzigd worden ⁽²⁾.

2. Artikel 52, 2°, van het voorontwerp beoogt in artikel 26, § 3, van de voormelde wet van 21 december 1990 de woorden ",26, § 4, 26bis" te laten vervallen. Op de vraag waarom die verwijzing naar artikel 26bis moet vervallen, heeft de gemachtigde officier geantwoord dat die verwijzing niet zou moeten vervallen en dat de tekst van het voorontwerp dienovereenkomstig zou worden aangepast.

Artikel 60

Artikel 24, eerste lid, van de wet van 20 mei 1994 houdende het statuut van de militairen korte termijn is gewijzigd bij de voormelde wet van 16 maart 2000.

Artikel 60 van het voorontwerp dient te worden aangevuld in die zin.

Artikel 64

In de inleidende zin van artikel 64 van het voorontwerp behoort de vermelding te worden toegevoegd dat tabel A van de bijlage bij de voormelde wet van 16 maart 2000 reeds gewijzigd is bij de voormelde wet van 27 maart 2003.

⁽²⁾ Zie de opheffingen waarin voorzien wordt door de artikelen 24, 2°, 31, 39 en 56 van het voorontwerp.

Artikel 66

In de inleidende zin van artikel 66 van het voorontwerp behoort de vermelding te worden toegevoegd dat artikel 6 van de wet van 25 mei 2000 tot instelling van de vrijwillige arbeidsregeling van de vierdagenweek en de regeling van de halftijdse vervroegde uitstap voor sommige militairen en tot wijziging van het statuut van de militairen met het oog op de instelling van de tijdelijke ambtsontheffing wegens loopbaanonderbreking, reeds gewijzigd is bij de wet van 6 februari 2003 betreffende het vrijwillig ontslag vergezeld van een geïndividualiseerd beroepsomschakelingsprogramma ten behoeve van bepaalde militairen en houdende sociale bepalingen.

Artikel 67

In de inleidende zin van artikel 67 van het voorontwerp behoort de vermelding te worden toegevoegd dat artikel 14 van de voormelde wet van 25 mei 2000 reeds gewijzigd is bij de programmawet van 2 augustus 2002.

Artikel 73

Artikel 73 van het voorontwerp strekt ertoe artikel 38 te vervangen van de wet van 16 mei 2001 houdende statuut van de militairen van het reservekader van de krijgsmacht.

Behalve door een terminologische wijziging (vervanging van de woorden "in basisopleiding" door de woorden "in basisvorming") verschilt het ontworpen artikel 38 van de huidige versie ervan alleen maar door het feit dat de reservevrijwilligers die hun gespecialiseerde professionele vorming niet hebben beëindigd, niet meer de mogelijkheid ontnomen wordt om bijkomende prestaties te verrichten.

In advies 28.757/4 dat gegeven is op 15 maart 1999 over een voorontwerp dat ontstaan gegeven heeft aan de voormelde wet van 16 mei 2001 ⁽³⁾, heeft de afdeling wetgeving van de Raad van State met betrekking tot artikel 38 de volgende opmerking geformuleerd :

"Dit artikel machtigt de minister om de voorwaarden vast te stellen waaronder bepaalde categorieën reservevrijwilligers bijkomende prestaties kunnen verrichten.

Overeenkomstig artikel 108 van de Grondwet komt de bevoegdheid om maatregelen ter uitvoering van een wet uit te vaardigen in beginsel toe aan de Koning en niet aan de minister, met dien verstande dat de Koning op zijn beurt bevoegdheden kan delegeren aan de minister om detailkwesties te regelen. De genoemde bepalingen kunnen in ieder geval niet beschouwd worden als detailkwesties."

Naar aanleiding van die opmerking is de laatste zin van artikel 38 die, in de versie die aan de Raad van State is voorgelegd, als volgt luidde : "De minister van Landsverdediging bepaalt de voorwaarden waarbinnen deze prestaties kunnen worden uitgevoerd", in de definitieve en thans geldende versie vervangen als volgt : "De Koning of de overheid die Hij aanduidt, bepaalt de voorwaarden waarbinnen deze prestaties kunnen worden uitgevoerd".

De mogelijkheid die aldus aan de Koning wordt toegekend om regelgevende bevoegdheden te subdelegeren, geeft aanleiding tot dezelfde kritiek als die welke reeds geuit is door de afdeling wetgeving met betrekking tot de oorspronkelijke tekst van artikel 38.

Artikel 75

De opsomming die gegeven wordt in artikel 75 van het voorontwerp bestaat uit twee "1°". De tweede "1°" dient te worden vervangen door "2°".

⁽³⁾ Gedr. St., Kamer, 1998-1999, nr. 2216/1, blz. 41 ev.

Artikel 77

Artikel 77 van het voorontwerp beoogt inzonderheid de vervanging van het Franse woord "agrées" door het woord "admis" in artikel 9 van de wet van 11 november 2002 betreffende de hulpofficieren van de krijgsmacht.

Het woord "agrée" wordt evenwel in het enkelvoud gebruikt zowel in paragraaf 1 als in paragraaf 2 van de gewijzigde bepaling. Artikel 77 van het voorontwerp dient in die zin te worden verbeterd.

Artikel 84

De gemachtigde officier is het ermee eens dat in het ontworpen artikel 7, § 1, 5°, de woorden "lichamelijke ongeschiktheid" vervangen dienen te worden door de woorden "medische ongeschiktheid" die ook gebezigd worden in artikel 7, § 2, van de voormelde wet van 27 maart 2003.

De kamer was samengesteld uit

Mevrouw	M.-L. WILLOT-THOMAS,	kamervoorzitter,
de Heren	P. LIÉNARDY, P. VANDERNOOT,	staatsraden,
Mevrouw	C. GIGOT,	griffier.

Het verslag werd uitgebracht door de H. Y. CHAUFFOUREAUX, auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. P. LIÉNARDY.

DE GRIFFIER,

DE VOORZITTER,

C. GIGOT

M.-L. WILLOT-THOMAS